



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Rapport opérationnel final

Titre du Projet : Oser entreprendre pour une Paix durable (PROSEP II)
Incubation et éducation financière et financement des
Jeunes entrepreneurs de la Ville de Bukavu et des
Territoires de Kabare, Walungu, Kalehe et Idjwi

Contrat N° : 81080772 du 25/04/2024 (Contribution hors de la Suisse)

Proposition de crédit n° : 7F-10545.01.55

Organisations de mise en oeuvre	Consortium Coopec Nguvu ya Ushindi (Ex Bcecoloans) – Conseil Provincial de la Jeunesse
Adresse	N°05, Av. Michombero, Quartier NKAFU, Commune de Kadutu, Ville de Bukavu, Province du Sud-Kivu
Responsable	Abel BONANE SHAMAVU Gérant - Coopec Nguvu ya Ushindi et Chef de Projet Téléphone : +243 993709433 Email : info@nguvuyaushindi.com Site internet : www.nguvuyaushindi.com
Durée du projet	14 mois
Période couverte par le rapport	Mai 2024 à Juin 2025 (Final)
Période de soumission du rapport	Juillet 2025

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE	3
2. PRESENTATION DU PROJET ET RESULTATS OBTENUS	6
2.1. Objectif global	6
2.2. Objectifs spécifiques :	6
2.3. Résultats attendus du projet :	6
3. PRESENTATION DES ACTIVITES DU PROJET ET RESULTATS OBTENUS	7
Résultats 1 : 120 jeunes filles et garçons issus des centres de formation professionnelle ont effectivement bénéficié d'un accompagnement structuré à l'entrepreneuriat.	7
Résultat 2 : 120 jeunes incubés ont ouvert gratuitement leurs comptes	9
Résultat 3. 40 jeunes ont reçu des crédits, ont créé et légalisé leurs entreprises de croissance.	10
4. HISTOIRE À SUCCÈS : LA CRÉATION DE LA COOPEC MAJI MATULIVU	14
Réorientation stratégique de ces activités face aux enjeux sécuritaires	15
5. DURABILITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR	17
6. NOTE STRATÉGIQUE SUR LA PÉRENNISATION DES ACQUIS DU PROJET OSEP II	19
7. CONCLUSION	22

1. CONTEXTE

Au cours de cette période du projet, les activités se sont déroulées dans un climat relativement calme, mais riche en événements sur le plan politique, sécuritaire, social, sanitaire et économique.

a) Sur le plan politique et institutionnel

L'année 2024 a été marquée par une importante dynamique politique en République Démocratique du Congo. Le pays s'est doté d'institutions démocratiquement élues à l'issue des élections du 20 décembre 2023, avec l'installation d'un Président qui a mis en place son gouvernement, des députés nationaux et provinciaux, et d'un nouveau gouvernement provincial en juin 2024.

Localement, la vie institutionnelle a également connu des ajustements. Le territoire de Kabare a traversé une période de transition de deux semaines, suite au décès le 27 juillet 2024 du Mwami Désiré KABARE RUGEMANINZI II et inhumé le 09 août 2024, à l'intronisation de son successeur, le Mwami Kabare Alexandre III, le 17 août 2024, entraînant la suspension temporaire de certaines activités.

Par ailleurs, le Conseil Provincial de la Jeunesse (CPJ), partenaire clé du projet OSEP 2, a connu un changement significatif à sa tête à travers les élections qui ont eu lieu en date du 13 décembre 2024 et le nouveau comité a été officiellement investi le samedi 14 décembre 2024. La remise et reprise a eu lieu en date du 21 janvier 2025 entre l'équipe sortante (Mme Joella Sambo) et le nouveau comité (Mr Pascal NTAMBUKA NSINDA), a malheureusement occasionné un retard de plus d'un mois dans les activités du projet. Ces transitions ont nécessité des ajustements stratégiques pour assurer la continuité et la transparence des opérations.

Une avancée majeure pour la stabilité financière : La COOPEC NGUVU YA USHINDI reconnue officiellement par la BCC !

Pendant la mise en œuvre de la deuxième phase du projet OSEP, une étape historique a été franchie pour l'économie de notre Province ! La **COOPEC NGUVU YA USHINDI** (anciennement BCECOLOANS), un acteur clé de notre développement financier, a en date du 02 décembre 2024 obtenu son **agrément officiel** de la Banque Centrale du Congo (BCC) sous la référence Gouv.D.120/N° 003702.

Cette reconnaissance marque le début d'une nouvelle ère de prospérité et de stabilité pour notre écosystème financier. C'est un véritable tournant, un sceau de confiance qui ancre durablement nos activités et rassure nos partenaires. Cette reconnaissance formelle a d'ailleurs acté le changement de dénomination, marquant ainsi une nouvelle ère pour la Coopérative.

Grâce à cette reconnaissance et aux partenariats solides, notamment avec la DDC, la COOPEC NGUVU YA USHINDI est désormais positionnée pour ouvrir des perspectives inédites, garantissant un accès accru et stabilisé aux services financiers dans la région, pour un développement durable une fois la paix restaurée.

b) Le contexte sécuritaire

L'aspect sécuritaire a été le facteur le plus déterminant et le plus perturbateur. Bien que l'Est de la RDC soit constamment exposé aux conflits, la situation s'est dramatiquement intensifiée dès janvier 2025. La chute de la ville de Goma le 28 janvier 2025, suivie par l'occupation de Bukavu le 16 février 2025, a provoqué une panique généralisée, des pillages massifs et d'importants déplacements de populations.

La guerre a éclaté, partant du Nord et descendant inexorablement vers le **Territoire de Kalehe**, où une forte résistance a été rencontrée. Le conflit s'est ensuite accentué à Kavumu, dans le groupement de Bugorhe,

Territoire de Kabare Nord, entraînant des massacres de populations civiles. Dans leur fuite, les forces de sécurité ont malheureusement causé des pertes parmi les civils et se sont livrées à des pillages.

Après la prise de l'aéroport de Kavumu et l'occupation de la Ville de Bukavu, les belligérants ont directement envahi le **Territoire de Walungu**, rendant inaccessible les Territoires d'Uvira et Fizi au Sud, les Territoires de Mwenga et de Shabunda à l'Ouest. Seul le **Territoire insulaire d'Idjwi** est resté accessible par voie lacustre, après ouverture de transport lacustre.

Ces événements ont eu des conséquences dévastatrices pour la Province :

- Arrêt brutal des services étatiques, y compris le gouvernement provincial et l'assemblée provinciale, les Juridictions judiciaires, les services d'assiettes, ... qui se sont installés à Uvira et nous avons assisté à une Province avec deux administrations (l'une à Bukavu et l'autre à Uvira) et ce jusqu'à ce jour ;
- Fermeture des activités de la plupart des ONG ;
- Fermeture des banques et des institutions financières, paralysant l'économie locale ;
- Abandon des postes par les services de sécurité, exacerbant le sentiment d'insécurité ;
- Paralysie économique généralisée et une psychose profonde au sein de la population dont un nombre important a dû fuir vers les pays limitrophes.
- L'ouverture des prisons qui a conduit à l'évasions des prisonniers armés et d'autres condamnés. Ceci a entraîné une insécurité généralisée et permanente dans les entités occupées où il ne se passe plus une nuit sans incident.

Face à cette crise, le projet OSEP a dû faire preuve de résilience. Deux mois après l'occupation, un service minimum a été rétabli dans les zones où un calme précaire s'est observé, notamment le Territoire d'Idjwi. Les activités ont été réorientées vers cette zone plus stable, entraînant la suspension de certaines activités prévues initialement à Walungu dans des zones à haute insécurité.

Ces ajustements ont nécessité la sollicitation d'une prolongation de deux mois auprès du partenaire financier DDC, validée par un avenant le 16 avril 2025, repoussant la fin du projet au 30 juin 2025, avec un budget réaménagé pour s'adapter aux nouvelles réalités.

c) Sur le plan social

Sur le plan social, cette situation a accentué le chômage suite à la fermeture des ports, aéroports, marchés, magasins, certaines ONG, les services étatiques et d'autres canaux générateurs de revenus formels et informels rendant plus vulnérable la population abandonnée à la survie.

Dans ce contexte difficile, la COOPEC Nguvu ya Ushindi, partenaire du projet, a suspendu ses activités générales le 08 février 2025, soit une semaine avant l'occupation de Bukavu pour sécuriser ses actifs et son personnel. Cependant, un mois après, elle a maintenu un service minimum courageux, permettant aux membres, y compris certains jeunes entrepreneurs du projet OSEP, d'accéder à leurs épargnes pour couvrir des besoins vitaux (santé, loyer, frais scolaires et académiques, deuils) et, pour les entrepreneurs, assurer un service minimum de leurs propres activités, démontrant l'importance de l'accès aux fonds en période de crise. Malgré cela, la COOPEC fait face à un retard significatif de remboursement de crédits, fragilisant sa capacité opérationnelle.

d) Sur le plan économique

L'économie de la RDC repose en grande partie sur ses ressources naturelles, notamment les minerais tels que le coltan, l'or, la cassitérite, ... La gestion de ces ressources reste un enjeu crucial pour le développement du Pays mais aussi une source des conflits. L'exploitation illégale et les tensions avec les entreprises multinationales sont des problèmes récurrents.

L'insécurité persistante dans la région de l'Est a un impact direct et aggravant sur le tissu économique déjà fragile. Les échanges économiques sont difficiles suite à la qualité des rapports diplomatiques avec certains pays voisins, au point qu'avant la chute de Bukavu la RD Congo avait décidé de fermer ses frontières à 15h00, ce qui a fait endurer à la population une vie difficile. Cette fermeture, exacerbée par l'instabilité sécuritaire, limite drastiquement les opportunités commerciales.

D'autre part, le Franc Congolais continue de dégringoler en perdant la valeur vis-à-vis du dollar américain. Ceci handicape le système de marché et affecte le pouvoir d'achat de la population par la hausse des prix des biens de première nécessité.

Après la guerre :

De manière plus spécifique, après la chute de la ville de Goma (28 janvier 2025) et de Bukavu (16 février 2025), les aéroports, les marchés, entrepôts, les grandes Sociétés comme la Bralima, les universités, la plupart d'ONG et services publics, les ports et les frontières sont restés fermés. À la date de l'élaboration de ce rapport, les aéroports de Goma et de Kavumu sont toujours inopérants.

De plus, le Territoire d'Uvira est coupé de la zone sous occupation au niveau de Kamanyola, ce qui rend extrêmement difficile la circulation des populations et des biens entre Bujumbura (Burundi) et Bukavu, alors que cet axe constitue un centre d'intérêt commercial majeur pour la région. Cette coupure limite drastiquement les marchés pour les produits des jeunes entrepreneurs et rend l'approvisionnement en intrants importés quasi impossible. Seul le trafic sur le lac Kivu a été partiellement autorisé depuis fin mars 2025 par les nouvelles autorités occupant la Ville, offrant une voie de contournement limitée mais non sans risques.

La fermeture des services publics de l'État, conjuguée à celle des banques, des Institutions de Microfinance (IMF) et des COOPEC, a eu des conséquences économiques et sociales dévastatrices. Cette situation a engendré une augmentation massive du chômage, puisque de nombreux emplois publics et privés ont été perdus.

Parallèlement, le nonaccès facile aux services financiers est devenu une réalité quotidienne. Les banques étant fermées, la circulation monétaire a chuté de manière significative, contraignant une partie de la population, y compris les jeunes entrepreneurs bénéficiaires du projet OSEP, à recourir à des agents bancaires, au service de mobile money et aux changeurs de monnaies informels pour leurs transactions.

Cependant, ces services s'accompagnent de frais bancaires exorbitants et sont sujets à une forte instabilité des taux de change, érodant ainsi les marges et la rentabilité des activités entrepreneuriales. Plus grave encore, un problème de liquidité s'est rapidement posé auprès de ces mêmes agents, bloquant de nombreux bénéficiaires l'accès à leurs fonds. Certains individus ont même été contraints de dépendre des banques des pays voisins pour effectuer des retraits, une démarche complexe, coûteuse et risquée, illustrant la paralysie quasi totale du système financier local.

En conséquence, les remboursements de prêts sont devenus un véritable casse-tête, non seulement pour les jeunes entrepreneurs du projet OSEP qui luttent pour maintenir leurs activités sans revenus, mais aussi pour les institutions prêteuses elles-mêmes, qui font face à un risque de défaut généralisé.

L'état dégradé des infrastructures routières, déjà un défi, est aggravé par l'insécurité qui rend dangereux le transport des personnes et des biens, limitant l'accès aux marchés et compromettant la croissance des activités des bénéficiaires du projet OSEP. Certains contournent les voyages routiers par voie lacustre, mais malheureusement, plusieurs séries de noyades des pirogues motorisées et bateaux sont enregistrées sur le lac Kivu. Ces accidents, parfois liés à la surcharge due à l'impossibilité d'utiliser les voies terrestres sécurisées, ou à la négligence face à l'urgence des déplacements forcés, handicapent gravement le développement

économique des populations dans les zones riveraines et augmentent les risques pour les acteurs économiques, y compris les jeunes porteurs de projets.

En somme, le projet OSEP Phase 2 a navigué entre deux réalités contrastées : un premier semestre relativement calme, propice à la planification et à l'exécution sereine des activités, et une période radicalement bouleversée depuis janvier 2025. Heureusement pour la COOPEC Nguvu ya Ushindi et son partenaire le Conseil Provincial de la Jeunesse, avant le déclenchement de cette crise majeure, avaient déjà réalisé 131 % de résultats sur l'indicateur des jeunes entrepreneurs formés, 95,8% des résultats réalisés en terme de volume du montant décaissé, 100% de plan d'affaires produits et 47.5% de résultats sur les ouvertures de comptes, témoignant de l'efficacité de la planification initiale.

Malgré les bouleversements entraînés par l'occupation des villes de Goma et Bukavu et les combats intenses dans les Territoires du projet, qui ont remis en question toutes les planifications initiales, l'équipe du projet a décidé de poursuivre les activités à tout prix et à tout risque. Cette stratégie a privilégié le Territoire insulaire d'Idjwi, où une accalmie relative a été observée, tandis qu'une partie des activités destinées à Walungu a été temporairement suspendue, avec l'intention d'y revenir une fois la tension apaisée.

Plongé dans un environnement de crise multidimensionnelle où la sécurité, la politique, l'économie et le tissu social ont été simultanément et gravement perturbés, le projet a donc fait preuve d'une adaptation constante et d'ajustements stratégiques majeurs pour tenter d'atteindre ses objectifs de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes pour une paix durable, malgré des conditions de mise en œuvre sans précédent.

2. PRESENTATION DU PROJET ET RESULTATS OBTENUS

Ce Projet avait comme pour mission de pérenniser les acquis du projet OSEP I par la création des emplois afin de générer des revenus durables par les jeunes entrepreneurs lauréats issus des Centres de formations professionnels accompagnés par Swisscontact dans le cadre du projet PROMOST IV. Intégrer ces jeunes entrepreneurs dans le marché du travail est à la fois un facteur économique important et contribue également à la paix et à la stabilité du pays et de la Région des Grands-Lacs.

2.1. Objectif global

Globalement, le projet visait à promouvoir la création des emplois et des revenus en faveur des jeunes (filles et garçons) en stimulant l'entrepreneuriat et le développement économique local.

2.2. Objectifs spécifiques :

- Développer un fonds de crédit rotatif d'inclusion financière des jeunes lauréats de centres de formation professionnelle pour promouvoir la création d'entreprises génératrices d'emplois et de revenus durables ;
- Doter aux jeunes lauréats des compétences entrepreneuriales nécessaires au développement des entreprises de croissance ;
- Promouvoir un environnement propice à l'entrepreneuriat des jeunes et à la croissance de leurs entreprises.

2.3. Résultats attendus du projet :

Le projet s'était fixé les résultats suivants :

- R1. 120 jeunes filles et garçons lauréats des centres de formation accompagnés par le projet ont bénéficié des activités d'incubation entrepreneuriale et de formation en éducation financière ;
- R2. 120 jeunes incubés ont ouvert gratuitement un compte bancaire et y épargnent régulièrement
- R3. 40 jeunes ont reçu des crédits, ont créé et légalisé leurs entreprises de croissance.

3. PRESENTATION DES ACTIVITES DU PROJET ET RESULTATS OBTENUS

Activité 1 : Renforcement de l'esprit entrepreneurial et des capacités financières de 120 jeunes lauréats des centres de formation professionnelle

Plusieurs activités ont concouru à l'atteinte de ce résultat, entre autres :

- ✓ Recrutement d'un Chargé d'Incubation et accès aux finances
- ✓ Organiser la formation du staff dédié au Projet
- ✓ Organiser un atelier de lancement et d'information sur le Projet OSEP II
- ✓ Mettre en place un Taskforce de promotion du financement de l'entrepreneuriat des Jeunes
- ✓ Elaborer une charte et organiser un atelier d'adoption du manuel de standards opérationnels du processus d'incubation et financement des PM/Start up des Jeunes
- ✓ Elaborer un manuel de standard opérationnel
- ✓ Incuber les Jeunes entrepreneurs (mise à jour des modules structurés osep de formation en entrepreneuriat de croissance et éducation financière)
- ✓ Mise à jour du site Web et alimenter les comptes Sociaux
- ✓ Lancer les appels à projet
- ✓ Organiser des émissions à la radio et de diffusion numérique pour sensibiliser les jeunes lauréats des Centres de formation professionnelle sur le projet OSEP II
- ✓ Sensibiliser les Jeunes à l'entrepreneuriat, à l'inclusion financière et à la création des micro, petites et moyennes entreprises à travers le processus d'incubation
- ✓ Organiser 6 formations en entrepreneuriat et éducation financière

Résultats 1 : 120 jeunes filles et garçons issus des centres de formation professionnelle ont effectivement bénéficié d'un accompagnement structuré à l'entrepreneuriat.

Toutes ces activités nous ont permis d'atteindre et d'observer ce qui suit :

2.1.1. Les résultats atteint à la date du 30 juin 2025

Étape	Total prévu	Total réalisé	Résultat	Interprétation contextuelle
Sensibilisation	500	590	118%	Réalisée durant le 1er semestre, sous accalmie → très forte mobilisation.
Formation	120	153	128%	Campagne achevée avant février 2025 sauf à Walungu (0 formés) → effet direct de la guerre.
Plans d'affaires	40	62	155%	Haut niveau d'engagement, résultats concentrés dans les entités urbaines ; baisse dans les zones affectées.
Ouverture des comptes	120	79	66%	Réalisée en grande partie au 2e semestre, freinée par conflits, fermeture temporaire des agences, désintérêt post-formation.

Impact des formations et de l'incubation sur les jeunes entrepreneurs du projet OSEP Phase 2 (Avant l'accès au crédit)

Les formations en éducation financière et en entrepreneuriat, ainsi que le processus d'incubation du projet OSEP Phase 2, ont eu un **impact significatif et multidimensionnel** sur les jeunes entrepreneurs, même avant l'obtention du crédit rotatif. Les résultats démontrent une transformation de leur état d'esprit et de leurs compétences, malgré les défis contextuels.

Activité 2 : Développement de l'esprit entrepreneurial et des compétences

Le programme a été un véritable catalyseur pour l'engagement des jeunes et l'acquisition de compétences essentielles.

- **Engagement et mobilisation:** Les objectifs ont été largement dépassés, avec un taux de formation de **128 %** et 62 plans d'affaires soumis, soit **155 %** de l'objectif. Cet engagement témoigne d'un désir fort de se lancer dans l'entrepreneuriat et de formaliser leurs activités.
- **Compétences acquises:** Les jeunes ont développé des compétences clés en **management d'entreprise, marketing digital et gestion financière**. Ils sont désormais capables de structurer un plan d'affaires concret et d'organiser leur entreprise. De plus, ils maîtrisent les principes de base de la comptabilité, comme l'enregistrement des écritures dans les journaux de ventes et d'achats, ce qui est crucial pour une gestion saine et transparente.

Avancées en matière d'inclusion financière et de formalisation

Le projet a créé un pont solide entre les jeunes et les institutions de microfinance, bien avant qu'ils ne reçoivent un financement.

- **Accès aux services financiers:** Les formations ont encouragé le **souci d'épargner** et ont levé le doute sur l'utilisation des banques ou des COOPEC. Même si le taux d'ouverture de comptes est resté à 66 % en raison des conflits, la formation a généré un début d'**historique de crédit** pour les bénéficiaires.
- **Tendance à la formalisation:** L'ouverture de comptes représente une première étape vers la formalisation des entreprises. Ce processus est toutefois inachevé et inégal, avec un frein notable dans les zones instables.

Bilan et perspectives de l'impact global (Pré-crédit)

L'impact initial du projet est à la fois prometteur et fragile, avec des disparités géographiques importantes.

- **Vision stratégique et visibilité:** L'élaboration des plans d'affaires démontre l'émergence d'une **vision stratégique** à moyen terme chez les jeunes urbains. La visibilité des entreprises s'est améliorée dans les zones connectées grâce au marketing digital, mais reste quasi inexistante dans les zones isolées.

En conclusion, le programme a réussi à transformer les mentalités et à doter les jeunes de compétences essentielles, créant un terrain fertile pour le succès entrepreneurial. Les conflits ont un effet direct sur toutes les étapes de l'accompagnement, soulignant la nécessité d'une flexibilité accrue pour garantir la pérennité des initiatives.

Résultat 2 : 120 jeunes incubés ont ouvert gratuitement leurs comptes

1. Accès facilité à la bancarisation

L'un des résultats les plus concrets du projet OSEP II est l'inclusion effective de jeunes entrepreneurs dans le système financier formel. Grâce à un partenariat renforcé avec la Coopec Nguvu ya Ushindi, l'ouverture de comptes bancaires a été simplifiée : les jeunes incubés ont pu accéder à ce service à un coût réduit, n'ayant à verser que leur part sociale de 5 \$, contre les 15 \$ habituellement requis.

Cette mesure a permis à 79 jeunes sur les 120 attendus d'ouvrir un compte bancaire, atteignant un taux de réalisation de 65,8 %. Cette avancée est d'autant plus notable qu'elle survient dans un contexte économique marqué par l'instabilité sécuritaire.

2. Épargne active malgré la crise

Malgré les perturbations économiques liées aux crises sécuritaires, plusieurs jeunes entrepreneurs ont poursuivi leurs efforts d'épargne. Ce comportement traduit une adoption durable des principes d'éducation financière inculqués par le projet. En plus des comptes d'épargne à vue en dollars et en francs congolais, certains jeunes ont opté pour une formule plus souple : l'épargne journalière sur livret.

3. Dispositif de collecte de proximité

Pour encourager cette dynamique d'épargne, le projet a innové en instaurant un système de collecte mobile adapté aux réalités des jeunes :

- Des collecteurs formés interviennent sur les lieux d'activité des jeunes ;
- Les dépôts sont réalisés via des terminaux électroniques POS, assurant une traçabilité immédiate ;
- Chaque transaction génère un bordereau informatisé, renforçant la transparence et la confiance.

4. Impact mesurable

Cette stratégie de proximité a permis de renforcer la culture de l'épargne et la confiance envers les institutions financières. Elle constitue une étape décisive vers l'autonomisation économique des jeunes, en les intégrant progressivement aux mécanismes formels de gestion financière.

Ainsi, le projet ne s'est pas limité à créer des comptes : il a favorisé un véritable changement de comportement en matière de gestion de ressources, preuve d'un impact structurel au-delà de la simple ouverture de comptes.

Résultat 3. 40 jeunes ont reçu des crédits, ont créé et légalisé leurs entreprises de croissance.

RAPPORT DE DECAISSEMENT DES JEUNES ENTREPRENEURS DU PROJET OSEP 2										
N°	Nom et Post-nom	Cycle	Secteur d'activité	Date Effet	Date Fin	Montant crédit USD	Restant dû USD	Capital remboursé	Intérêt remboursé	Observation et suggestion
1	IRENGE BAHATI Pacifique	3	AJUSTAGE ET SOUDURE	06/07/2024	06/07/2025	3000	1230	1770	270	Quatre mois en retard. Baisse du niveau d'activité à cause de la guerre
2	ISHARA RUJAMIZI Fabien	3	IMPRIMERIE ET SECRETARIAT	10/07/2024	10/07/2025	3000	1500	1500	270	Cinq mois de retard. Le membre est dans le secteur d'imprimerie et secrétariat. Activité paralysée par la guerre
3	RUGENDABANGA LUHIRIRI PASCAL	1	BOULANGERIE	11/07/2024	11/07/2025	3000	1500	1500	270	Le membre présente un retard de quatre mois, conséquence du ralentissement de son activité de boulangerie, fortement impactée par la guerre
4	NTUMWA SANDUKU Fabrice	2	AGRO-ALIMENTAIRE	17/07/2024	17/07/2025	2800	0	2800	350	crédit soldé
5	SHUKURU BIHABURA Providence	3	RESTAURANT	17/07/2024	17/07/2025	3000	0	3000	360	crédit soldé anticipativement
6	MAPENDANO KAZINJEMA Raymond	3	ATELIER DE COUTURE	09/08/2024	09/08/2025	3000	935	2065	315	Deux mois de retard dans le remboursement. Son activité de coupe et couture est fortement impactée par la guerre du M23
7	MULINGI YONO Ronsard	1	IMPRIMERIE	27/08/2024	27/08/2025	3000	0	3000	270	Crédit soldé anticipativement
8	NEEMA BUGANDWA Chanceline	1	RESTAURANT	07/09/2024	07/09/2025	3000	1820	1180	180	Cinq mois de retard. Le membre est dans le secteur de restaurant. Le membre n'a plus des clients à cause de la guerre
9	BAHIZIRE RUHUNEMUNGU Michel	1	IMPRIMERIE	07/09/2024	07/09/2025	3000	1875	1125	135	six mois de retard. Son activité est perturbée à cause de la guerre
10	KASUDI KABWIKI	2	COUPE ET COUTURE	08/07/2024	08/07/2025	3000	0	3000	450	Crédit soldé anticipativement
11	BISIMWA MARUME Jonas	1	SALON DE COIFFURE	12/09/2024	12/09/2025	3000	1500	1500	315	Trois mois de retard. Le membre a un carnet EAC qui facilite le remboursement
12	BULANGALIRE LWABAGUMA Michel	2	ATELIER DE MENUISERIE	12/09/2024	12/09/2025	2300	575	1725	310,5	Crédit en ordre de remboursement
13	CISEKEDI BENGEHYA Félicien	1	RESTAURANT	13/09/2024	13/09/2025	3000	1500	1500	270	un mois de retard. Le membre promet de payer avant la fin du mois
14	BAGUMA BAGANDA Jean Marie	1	MENUISERIE	14/09/2024	14/09/2025	800	466,66	266,67	48	Trois mois de retard. Son activité de menuiserie est impactée par la guerre
15	MUDERHWA MASIRIKA Jean Claude	1	MENUISERIE	14/09/2024	14/09/2025	800	466,66	266,67	48	Trois mois de retard. Activité de menuiserie également impactée par la guerre
16	BAHATI MUZINDUKWA Marcelin	1	AGRO-ALIMENTAIRE	14/09/2024	14/09/2025	500	375	125	22,5	Quatre mois en retard. Activité de transformation agro-alimentaire impactée négativement par la guerre
17	CHUBAKA BIDJA Bruce	1	COUPE ET COUTURE	23/09/2024	23/09/2025	2600	1516,66	1083,34	156	Quatre mois de retard. Son activité de coupe et couture est en baisse à cause de la guerre
18	AGANZE BAHIZIRE Alain	1	SAVONNERIE	23/09/2024	23/09/2025	2300	1341,66	958,33	175,5	Quatre mois de retard causé par la baisse du niveau d'activité.
19	MUGISHO MUGERANGABO Esaie	1	SECRETARIAT PUBLIC	21/10/2024	21/10/2025	2700	1575	1125	202,5	Trois mois de retard. Son activité d'imprimerie et secrétariat public à kalehe/kasheke est en baisse à cause de la guerre
20	ISHARA MUNGANGA Albert	1	AJUSTAGE ET SOUDURE	21/10/2024	21/10/2025	2500	1666,66	833,34	150	Trois mois en impayés. Activité d'ajustage en baisse à cause de l'insécurité à Kalehe
21	BAHATI MATERANYA Dieudonné	1	SALON DE COIFFURE	21/10/2024	21/10/2025	2500	1875	625	112,5	un retard de 3 mois est enregistré dans le remboursement. D'après le membre, l'arrêt de son activité résulte de l'incendie de son salon de coiffure
22	MATERANYA BANYWANA Jonas	1	MENUISERIE	21/10/2024	21/10/2025	2000	1333,33	666,66	120	le membre, menuisier de profession, accuse un retard de trois mois. Il était victime d'un accident de travail avec une machine, entraînant l'amputation de trois de ses doigts
23	BYAMUNGU ANDRE FANTASTIC	1	DECORATION	29/10/2024	29/10/2025	1500	1250	250	45	deux mois de retard. Motif: Manque des clients à cause de la guerre
24	MAPENZI BUKUNGURHE Jean Paul	1	COUPE ET COUTURE	30/10/2024	30/10/2024	1200	800	400	72	Deux Mois de retard. Le membre était en déplacement à cause de la guerre à kalehe
25	BAFUYEMBABA MUGOKERWA Molière	1	Microfinance	16/12/2024	16/12/2025	5000	0	5000	670	Crédit soldé anticipativement
26	SHUKURU RAMAZANI Julien	1	MENUISIER	20/11/2024	20/11/2025	350,00	0,00	350,00	21,27	clôturer anticipativement
27	ASIFIWE MULIGI Justine	1	COUPE ET COUTURE	21/01/2025	21/01/2026	1500,00	1020,00	480,00	67,50	cinq mois de retard causé par la guerre. Le membre exerce son activité à Mudaka
28	BARAKA CIRABA Benjamin	1	MENUISERIE	22/01/2025	22/01/2026	800,00	600,00	266,66	48,00	Deux mois de retard. Le membre promet de payer avant la fin du mois
29	IMANI CIRABA Adolphe	1	MENUISERIE	22/01/2025	22/01/2026	1500,00	1250,00	250,00	45,00	Il est décédé suite à une maladie pulmonaire au mois de Mai 2025
30	BISIMWA CIZA Emmanuel	1	COUPE ET COUTURE	23/01/2025	23/01/2026	2000,00	2000,00	0,00	0,00	5 mois de retard. Membre décédé depuis le mois de Mai 2025. L'héritier promet de nous rembourser progressivement
31	NZIGIRE KAMUNGU Aimerance	1	COUPE ET COUTURE	23/01/2025	23/01/2026	850,00	500,00	350,00	63,75	Crédit en ordre de paiement
32	MAPENZI MATEO Leonardine	1	COUPE ET COUTURE	23/01/2025	23/01/2026	1000,00	583,34	416,66	75,00	Crédit sans retard. Son activité de coupe et couture est impactée négativement par la guerre
33	AKILI BIRINGANINE Jules	1	COUPE ET COUTURE	23/01/2025	23/01/2026	2000,00	1833,33	166,67	30,00	Quatre mois de retard. Le membre peine à relancer son atelier de coupe et couture à cause de la guerre
34	BWEMERE NJURUMBASI	1	SALON DE COIFFURE	23/01/2025	23/01/2026	500,00	458,33	41,67	7,50	le membre n'a plus d'activité. 5 mois de retard à cause de la guerre
35	AKONKWA MULUMEODERHWA Adeline	1	COUPE ET COUTURE	27/01/2025	27/01/2026	1500,00	1125,00	375,00	67,50	3 mois de retard. Son activité est suivie à Mudaka dans le territoire de kabare. Baisse du niveau d'activité à cause de la Guerre
36	BANTUBALUGE MANERAGUHA Martin	1	AJUSTAGE ET SOUDURE	03/06/2025	03/06/2026	1750,00	1604,17	145,83	26,25	sans retard
37	SALAMA BAFAKULERA Justin	1	SAPONIFICATION	03/06/2025	03/06/2026	1000,00	916,67	83,33	15,00	sans retard
38	TUOMBE ZAHIGA Gaspard	1	SALON DE COIFFURE	03/06/2025	03/06/2026	1300,00	1191,67	108,33	19,50	sans retard
39	AIME MASHEMA SAGE	1	SALON DE COIFFURE	05/06/2025	05/06/2026	150,00	137,50	12,50	2,25	sans retard
40	BIRAMIRWA BATUMIKE Justin	1	AJUSTAGE ET SOUDURE	05/06/2025	05/06/2026	1300,00	1191,67	108,33	19,50	sans retard
41	RHWALYA BIZIMUNGU Christophe	1	RESTAURANT	05/06/2025	05/06/2026	600,00	550,00	50,00	15,00	sans retard
42	BADERHAGE MAOMBI Sylvie	1	COUPE ET COUTURE	06/06/2025	06/06/2026	700,00	641,67	58,33	10,50	sans retard
43	MUNGUAYALE CABWENE Eliezer	1	BOULANGERIE	07/06/2025	06/06/2026	1700,00	1558,34	141,66	25,50	sans retard
44	BAFUYEMBABA MUGOKERWA Molière	2	MICROFINANCE	10/06/2025	10/06/2026	4000,00	3666,66	333,33	60,00	sans retard
45	SHUKURU BUHABURA Providence	4	RESTAURANT	10/06/2025	10/06/2026	4000,00	3666,66	333,33	60,00	sans retard
46	SHUKURU RAMAZANI Julien	2	MENUISIER	20/11/2024	10/06/2025	900,00	825,00	75,00	13,50	sans retard
TOTAL						91900	50421,64	41411,64	6280,02	

3.1.1. Performance du Projet OSEP : stratégies et résilience face au contexte

Étape	Total prévu	Total réalisé	Résultat	Interprétation contextuelle
Nbre Crédits octroyés	40	46	115%	Concentrés dans les zones urbaines stables ; très peu de filles dans les zones rurales en conflit.
Volume des crédits	75025	91900	122%	Réalisé par un excédent suite aux jeunes entrepreneurs du premier cycle qui étaient restés en attente et le recyclages de certains bénéficiaires
Remboursements	87305	47691,84	55%	Secteurs ciblés touchés par la chute de la demande (restauration, couture, imprimerie, etc.)

3.1.2. L'accès au crédit rotatif : de la formation à la réalité du terrain

L'accès au crédit est l'objectif final du projet OSEP Phase 2, rendu possible grâce aux formations en éducation financière et en entrepreneuriat. Ce processus s'est déroulé en deux temps : une période plus calme au premier semestre, et une période de crise au second.

3.1.3. Préparation et sélection durant la période d'accalmie

Les jeunes ont profité d'un premier semestre apaisé pour s'engager pleinement.

- **Préparation:** Les formations leur ont permis de créer 62 plans d'affaires, prouvant leur sérieux et leur potentiel.
- **Sélection:** Pour obtenir le crédit, ils ont défendu leurs projets devant un jury. Des visites de terrain ont été faites pour valider la faisabilité des projets et la crédibilité des garants.

3.1.4. Décaissement et suivi durant la crise

La crise sécuritaire du second semestre a directement freiné le processus.

- **Obstacles :** L'ouverture des comptes bancaires, essentielle pour les crédits, a été difficile. Des agences ont fermé, et certains jeunes ont perdu leur motivation, ce qui a mené à un taux d'ouverture de comptes de seulement 66 %.
- **Conséquences :** La crise a rendu les remboursements compliqués, avec un taux de 55 %. C'est la preuve que les activités économiques restent très vulnérables au contexte sécuritaire et économique.

3.1.5. Leçons tirées

Ce processus montre que l'accompagnement ne doit pas s'arrêter à l'octroi du crédit. Le projet a démontré son efficacité pour préparer les jeunes, mais il est crucial d'ajouter un **suivi renforcé après le crédit**, surtout dans les zones à risque, pour que les entreprises des jeunes puissent durer.

3.1.6. Analyse des facteurs de performance

- Le **calme relatif du premier semestre** a permis aux jeunes entrepreneurs de s'engager pleinement dans leurs activités. Certains ont même clôturé leurs crédits de manière anticipée, démontrant une gestion saine et un fort potentiel.

- Dans un souci d'**efficacité et de consolidation des acquis**, certains de ces entrepreneurs performants ont reçu un **nouveau financement** destiné à renforcer leur fonds de roulement. Cette décision visait à éviter des ruptures de trésorerie pouvant compromettre des initiatives déjà viables.
- **L'environnement sécuritaire dégradé** durant le second semestre a toutefois entravé l'éclosion de nouvelles initiatives, rendant certaines zones inaccessibles et limitant les opportunités pour de nouveaux entrants.

3.1.7. Choix stratégiques ayant contribué à la performance

- **Capitalisation des bénéficiaires expérimentés** : À la demande des lauréats de la première phase, dont certains étaient restés en attente de financement faute de liquidités, la deuxième phase a inclus une partie de ce groupe déjà formé et incubé, afin de ne pas dilapider les acquis.
- **Affinement de la gestion des risques** : L'expérience a démontré que les microcrédits de très faible montant comportaient un risque de non-remboursement élevé. Une sélection rigoureuse a ainsi été opérée en faveur des projets démontrant une viabilité réelle.
- **Renforcement du dispositif de suivi** : L'affectation d'un agent de crédit exclusivement dédié à ce portefeuille a amélioré l'efficacité opérationnelle et la qualité du suivi.

3.1.8. Stratégie d'équité et d'inclusivité

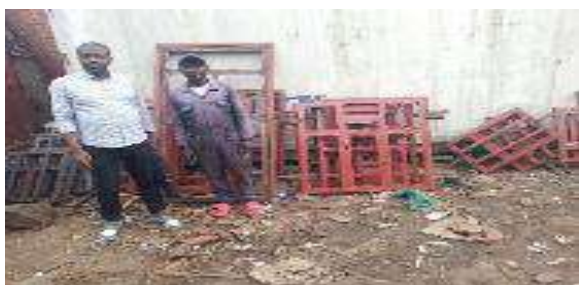
Nous reconnaissons que cette stratégie, bien que bénéfique pour consolider les entreprises existantes, peut induire un risque d'exclusion des nouveaux porteurs de projet, ce qui irait à l'encontre des objectifs d'équité et d'inclusivité du projet. Pour y remédier, les ajustements suivants sont en cours ou envisagés :

1. **Quota réservé aux nouveaux entrants** : À partir du prochain cycle de financement, un quota minimal de 70% des financements sera strictement réservé à de nouveaux bénéficiaires, sélectionnés selon des critères objectifs et transparents.
2. **Approche différenciée par zone d'intervention** : Dans les territoires moins couverts (Kabare, Walungu, Idjwi), l'accent sera mis prioritairement sur le repérage, la formation et le financement de nouvelles initiatives, y compris celles portées par des jeunes femmes, souvent sous-représentées.
3. **Sessions d'incubation accélérée pour primo-entrepreneurs** : Un dispositif spécifique d'accompagnement express sera mis en place pour les jeunes qui n'ont pas bénéficié de la première phase, afin de ne pas pénaliser leur accès au financement.
4. **Appui à l'équité genre** : En réponse à la faible représentation féminine (32% des candidatures), des mesures incitatives ciblées seront mises en œuvre pour favoriser l'accès des jeunes femmes au programme (coaching, mentorat, allègement de certaines conditions d'éligibilité).

3.1.9. Enjeux pour la suite

La stratégie d'inclusion des anciens bénéficiaires ne doit pas se faire au détriment de l'ouverture à de nouveaux talents. Le fonds de roulement reconstitué par les remboursements constitue un levier important pour élargir progressivement la couverture du projet et renforcer son impact structurel sur la jeunesse entrepreneuriale.

A Idjwi : Mission de terrain OSEP à Idjwi : évaluation et accompagnement des Projets Jeunesse post-Incubation



Du 9 au 12 mai 2025, une mission de terrain a été menée sur l'ensemble du territoire d'Idjwi (Nord et Sud) dans le cadre du projet OSEP. Suite à la phase d'incubation et à l'élaboration de leurs plans d'affaires, cette mission visait à rencontrer les jeunes entrepreneurs pour évaluer la mise en œuvre concrète de leurs projets sur le terrain et à collecter les données nécessaires aux demandes de crédit.



La mission a visité 16 jeunes entrepreneurs (dont 15 à Idjwi-Sud et 1 à Idjwi-Nord) directement sur leurs sites d'activités. Cette approche de proximité a permis une évaluation réaliste de la viabilité des projets, un accompagnement individualisé et des conseils pratiques.

Les échanges avec les autorités locales ont souligné l'ancrage communautaire du projet et son impact positif sur l'autonomisation économique des jeunes. La mission a révélé un fort engagement des bénéficiaires, nombre d'entre eux ayant déjà mis en œuvre les premières recommandations, témoignant ainsi du dynamisme et du potentiel transformateur de l'initiative malgré le contexte actuel.

Activités de formalisation des entreprises : un processus compromis par les instabilités institutionnelles et le conflit

L'activité visant à faciliter la formalisation des entreprises des jeunes entrepreneurs, notamment par l'obtention d'attestations d'exemption, s'est heurtée à des défis majeurs qui ont finalement empêché sa réalisation. Le Conseil Provincial de la Jeunesse (CPJ), en charge de cette mission, avait pourtant agi avec diligence en déposant déjà la liste des candidats auprès du service compétent pour l'obtention de ces attestations. Cependant, le processus a été gravement perturbé par une série d'événements institutionnels et sécuritaires.

En effet, le Gouvernement Provincial n'a été installé qu'en juin 2024. Peu après, le portefeuille de l'entrepreneuriat a été fusionné avec celui des finances. Cette réorganisation, couplée à la révocation de la Ministre en charge des finances un mois et demi seulement après sa prise de fonction, a engendré une instabilité administrative qui a perturbé toutes les planifications et initiatives liées à la formalisation.

Ces perturbations initiales ont été suivies et amplifiées par l'avènement de la guerre, rendant l'organisation de cette activité sur le terrain pratiquement impossible. De surcroît, l'installation des

institutions provinciales à Uvira a ajouté une complexité logistique rendant la poursuite de cette activité difficile dans les conditions actuelles.

Face à cette succession d'obstacles insurmontables, nous avons pris la décision de désaffecter le budget alloué à cette activité. En accord avec notre partenaire, la DDC, ces fonds ont été réorientés pour renforcer le fonds du crédit dans le cadre de notre budget réaménagé. Cette mesure stratégique vise à maximiser l'impact du projet en consolidant directement le soutien financier aux jeunes entrepreneurs, une priorité essentielle dans ce contexte difficile.

4. HISTOIRE À SUCCÈS : LA CRÉATION DE LA COOPEC MAJI MATULIVU

Le crédit accordé à Walungu constitue une histoire de succès particulièrement inspirante. Il a bénéficié à Monsieur Molière BAFUNYEMBAKA MUGOKERWA, un jeune entrepreneur incubé lors de la première phase du projet OSEP, mais qui n'avait pu bénéficier d'un appui financier à ce moment-là. Dans le cadre de cette deuxième phase, nous avons eu l'opportunité de le financer pour la création de sa propre Coopec à Walungu.

Cette initiative s'inscrit dans la vision du projet OSEP de développer des relais locaux et des points d'accès à Walungu, où l'on observe une insuffisance criante d'institutions de microfinance.



Cette jeune Coopec, fruit direct de l'appui de la DDC, tire toute son expertise et son soutien financier de la Coopec Nguvu ya Ushindi, qui a elle-même bénéficié de ce financement de la DDC. Avant les récents événements liés à la guerre, cette Coopec présentait déjà des perspectives très prometteuses, avec pour mission de fournir des services de proximité et avait suscité un grand espoir en enregistrant plus de 800 membres épargnants et 15 employés permanents dont les jeunes de Walungu.

A.4. Séance des réunions d’évaluation et de mise à niveau de l’évolution du projet OSEP

Dans le cadre du suivi, nous avons bénéficié de la visite de la Délégation de la DDC au Bureau de BCECOLOANS

En date du jeudi 13 juin 2024, une délégation de la DDC a visité les installations de BCECOLOANS pour se rendre compte de l’avancement des activités du projet OSEP II.

De leur passage, ils ont apprécié l’évolution du projet en saluant les efforts fournis par Coopec Nguvu ya Ushindi dans l’accompagnement financier de gagne-petits dont font partie les jeunes entrepreneurs lauréats des centres de formation professionnel e métier.

Ils ont eu un petit moment d’échange avec les entrepreneurs bénéficiaires du projet OSEP I, invités par la Coopec Nguvu ya Ushindi pour la circonstance.



Entretiens de la délégation de la DDC avec les entrepreneurs bénéficiaires de OSEP I

Visite du centre de formation professionnelle en métier SAINT JOSEPH de MURHESA



Après la séance de sensibilisation qui a lieu à MURHESA, le responsable du centre Monsieur ELIE AGANZE a conduit l’équipe de Coopec Nguvu ya Ushindi dans une visite.

Une grande satisfaction de la part de Coopec Nguvu ya Ushindi d’avoir visité les installations du Centre Saint Joseph avec les filières organisées. Plusieurs jeunes accompagnés par Suiss Contact dans le projet PROMOST IV suivent leurs formation.

Le chef de projet en a profité pour faire part aux jeunes des avantages qu’offre le projet OSEP en faveur des lauréats des Centres de formation proffesionnelle en métiers.

Réorientation stratégique de ces activités face aux enjeux sécuritaires

Les activités initialement prévues pour le développement et le déploiement de nos solutions technologiques et opérationnelles, telles que la mise à jour de l'application mobile configurée aux POS (A.4.1.), la formation des agents Cash-Express (A.4.2.) et leur déploiement et installation (A.4.3.), sont actuellement en attente.

Bien que le paramétrage des POS soit en cours et que la formation et le déploiement des agents devaient logiquement suivre cette étape, les budgets initialement alloués à ces activités ont été réaffectés à d'autres lignes jugées plus pertinentes et prioritaires compte tenu de la situation sécuritaire volatile. Cette décision stratégique vise à optimiser l'utilisation de nos ressources dans un environnement imprévisible.

Ces activités restent néanmoins des objectifs importants pour le projet. Elles sont désormais en attente d'une nouvelle opportunité de financement, qui permettra leur relance et leur mise en œuvre complète dès que le contexte le permettra et que les moyens nécessaires seront à nouveau disponibles.

A.4.4. Suivre des activités du projet



Un suivi et une évaluation rigoureux : clés de la réussite du Projet OSEP Phase 2

La bonne gouvernance et l'efficacité opérationnelle sont au cœur du projet OSEP Phase 2. À ce titre, un dispositif de suivi et évaluation (S&E) robuste a été mis en place, garantissant que toutes les activités et recommandations sont régulièrement planifiées, suivies et ajustées.

Objectifs et bénéfices concrets : L'objectif primordial de ces activités de S&E est d'assurer que toutes les opérations se déroulent strictement conformément aux documents et directives du projet. Concrètement, ces réunions se sont avérées indispensables pour :

- **Corriger les erreurs** identifiées et ajuster les stratégies en temps réel.
- **Planifier collectivement** les activités futures, garantissant une synergie d'équipe.
- **Valider les Termes de Référence (TDR)** des différentes missions, assurant leur alignement avec les objectifs du projet.
- **Prendre des résolutions majeures** nécessaires à l'avancement et à la pérennité du projet.

Transparence et Redevabilité : Dans un souci de transparence et d'efficacité, un compte rendu détaillé est systématiquement élaboré à l'issue de chaque réunion. Ces comptes rendus sont ensuite partagés sans délai sur le groupe WhatsApp dédié au projet. Cette pratique assure non seulement une prise de connaissance rapide par tous les acteurs, mais permet également la bonification collective des informations et le maintien d'un niveau élevé de redevabilité au sein de l'équipe.

Jalons atteints : À ce jour, et témoignant de cet engagement continu, nous avons déjà organisé plus de 20 réunions de suivi des activités avec les membres du consortium du projet. Ces rencontres régulières sont la pierre angulaire de la gestion performante du projet OSEP Phase 2, nous permettant d'atteindre nos objectifs avec précision et flexibilité.

5. DURABILITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le projet OSEP Phase 2, porté par des réalisations concrètes et un fort ancrage local, s'inscrit dans une logique de **pérennisation** et de **continuité des impacts** au profit de la jeunesse. Conscients des limites financières liées à la fin du projet, nous misons sur la **reconstitution progressive du fonds de crédit rotatif** grâce aux remboursements des bénéficiaires et sur une **gestion adaptative des appuis**, pour maintenir le soutien à l'entrepreneuriat jeune dans les zones d'intervention.

5.1. Mécanismes de soutien à la résilience économique

Pour préserver les avancées et renforcer la résilience des jeunes entrepreneurs face à un environnement instable, nous avons mis en place une approche souple et solidaire :

- **Poursuite du recouvrement** via un dialogue constructif avec les bénéficiaires actifs ;
- **Révision individualisée des échéances**, tenant compte du contexte économique et sécuritaire ;
- **Annulation systématique des pénalités de retard**, pour réduire la pression financière et favoriser le maintien en activité.

Cette souplesse permet de protéger les jeunes porteurs de projet tout en assurant la durabilité du fonds rotatif.

5.2. Capitalisation des résultats : vers un modèle reproductible

Les enseignements tirés de cette phase du projet mettent en lumière plusieurs facteurs clés de durabilité :

- **Accès rapide à des fonds via le crédit rotatif**, stimulant l'autonomie financière ;
- **Remboursements favorisant la pérennisation et l'effet multiplicateur** des interventions ;
- **Mobilisation communautaire renforcée** par l'engagement visible des jeunes et la pertinence de leurs projets ;
- **Intégration dans le système financier formel**, grâce à l'ouverture de comptes et aux habitudes d'épargne.

5.3. Leçons apprises et ajustements stratégiques

La situation instable dans certains territoires a mis en exergue la nécessité d'une stratégie adaptée, combinant rigueur et souplesse :

- **Suivi rigoureux mais humain des remboursements**, avec des ajustements en fonction des réalités de terrain ;
- **Renforcement des capacités non financières** : formations, accompagnement post-crédit, outils de gestion, fiscalité simplifiée ;
- **Création de dispositifs d'accompagnement d'urgence** en période de crise (rééchelonnement, appuis en nature, mentorat).

5.4. Des performances révélatrices de potentiel

Le premier semestre de la phase 2 a été marqué par :

- **Un taux de remboursement satisfaisant** dans l'ensemble des territoires ;
- **Des activités entrepreneuriales adaptées au contexte local** et génératrices de revenus ;
- **Un climat de confiance solide** entre les parties prenantes, créant un socle pour de futures collaborations.

5.5. Recommandations stratégiques pour l'avenir

1. **Diversifier les secteurs à financer**, pour réduire le risque de non-remboursement et encourager l'innovation.
2. **Mobiliser de nouveaux partenariats** techniques et financiers pour renforcer le capital de la COOPEC et des incubateurs partenaires.
3. **Accorder une priorité accrue aux territoires sous-desservis**, en décentralisant les activités d'incubation directement au sein des centres de formation.
4. **Adapter les modalités de financement** (crédit 100% en espèces ou en nature selon les Besoins) pour répondre aux contraintes sectorielles et au degré de maturité des entreprises.
5. **Digitalisation : un levier d'inclusion et de croissance** : Pour renforcer la visibilité et la compétitivité des jeunes entreprises, le projet OSEP devra se pencher sur un axe stratégique de **digitalisation**, notamment :
 - Formation au marketing numérique ;
 - Création de vitrines digitales pour les produits ;
 - Utilisation de plateformes de vente en ligne ;
 - Communication sur les réseaux sociaux et campagnes ciblées.

Cette stratégie vise à donner aux jeunes entrepreneurs les outils pour se positionner durablement sur les marchés formels et informels, au niveau local, national et au-delà.

5.6. Une vision ancrée dans l'espérance

Malgré les difficultés, les résultats positifs du projet et la mobilisation de la jeunesse offrent un message d'espoir fort. La paix, même fragile, doit être mise à profit pour ancrer durablement les initiatives économiques à la base. Nous appelons à une coalition renouvelée entre jeunes, institutions, partenaires techniques et financiers pour transformer ces expériences en socle de développement inclusif et résilient.

6. NOTE STRATÉGIQUE SUR LA PÉRENNISATION DES ACQUIS DU PROJET OSEP II

La Phase II du Projet OSEP (Osez entreprendre pour une Paix Durable) s'est clôturée avec un taux de réalisation global des résultats de 126%, traduisant une efficacité remarquable du dispositif mis en œuvre. Toutefois, certaines zones, comme le territoire de **Walungu**, n'ont pu bénéficier pleinement de l'intervention, en raison de contraintes sécuritaires persistantes. Par ailleurs, des enjeux importants subsistent en matière **d'équité d'accès**, notamment pour les primo-entrepreneurs et les jeunes femmes.

Conscient de ces limites et soucieux de garantir un **impact durable**, le consortium met en œuvre plusieurs **dispositifs de pérennisation**, en l'absence de nouveaux financements immédiats.

1. Relais institutionnel local à Walungu : MAJI MATULIVU

Dans une logique d'ancrage territorial et de durabilité, le projet a soutenu, dans le cadre d'une incubation renforcée, le **lancement de la COOPEC MAJI MATULIVU à Walungu**, créée par un ancien bénéficiaire de la phase I. Cette institution :

- Est déjà **opérationnelle**, avec un premier financement de **9 000 \$US** octroyé par le projet (5 000 \$US pour le démarrage, 4 000 \$US pour le fonds de roulement) ;
- Est appelée à devenir un **relais local opérationnel pour les futurs financements jeunes** dans le territoire ;
- Offrira une **proximité géographique et institutionnelle** pour l'accompagnement et l'inclusion financière dès que l'accalmie sécuritaire sera rétablie.

2. Capitalisation d'un fonds tournant interne

Grâce aux remboursements réguliers observés sur les crédits octroyés en phase 1 et 2, la COOPEC Nguvu ya Ushindi a constitué un fonds de refinancement autonome, spécifiquement dédié :

- Au **soutien de nouveaux projets** dans les territoires sous-desservis (Walungu, Kabare, Idjwi) ;
- À la **consolidation de l'autonomie financière** de l'appui aux jeunes, hors subvention directe ;
- À la mise en place d'une **approche de financement progressif** (par tranche et selon la performance) pour mieux gérer le risque crédit.

3. Plan d'inclusion et équité dans l'accès

Pour répondre aux constats de déséquilibres dans l'accès (ancien.ne.s vs. nouveaux.elles, hommes vs. femmes), plusieurs mesures sont intégrées dans la stratégie post-projet :

- **Quota de 70% réservé aux nouveaux bénéficiaires** lors des prochains cycles de financement, via appels à projets ou recrutement de cohortes ;
- **Sessions d'incubation accélérée** pour primo-entrepreneurs ;
- **Mesures incitatives genre** : allègement de conditions d'éligibilité pour les jeunes femmes, mentorat ciblé, renforcement de la sensibilisation en milieux semi-ruraux.

4. Démarches de levée de fonds complémentaires

Le consortium conduit actuellement une démarche proactive de mobilisation de financements complémentaires, visant à répondre à l'urgence de la situation des jeunes entrepreneurs. Cette démarche a pour objectifs principaux :

- **Relèvement économique des entrepreneurs existants** : Un grand nombre des entreprises de jeunes issues des projets OSEP I et II sont actuellement en **arrêt ou en forte baisse d'activité** suite à la crise. Un accompagnement financier d'urgence est vital pour les relancer. Il s'agit de les renforcer avec des services porteurs et des stratégies commerciales adaptées au contexte de crise, pour qu'elles retrouvent une viabilité économique et ne soient pas abandonnées à leur sort.
- **Renforcement de l'écosystème local** : Il est crucial de soutenir et de consolider l'écosystème d'accompagnement existant (incubateurs locaux, relais de financement, Coopec) pour qu'il puisse mieux faire face aux chocs économiques et sécuritaires.
- **Création d'un Fonds d'urgence** : La création d'un Fonds Jeunes Entrepreneurs Sud-Kivu, permettrait de disposer d'un mécanisme de financement rapide et flexible, capable de répondre aux besoins urgents des entrepreneurs sinistrés et de soutenir la reprise économique.

Le consortium conduit actuellement une démarche proactive de mobilisation de financements complémentaires, visant à relever le défi de l'entrepreneuriat des jeunes malgré la crise. Nous sommes convaincus de pouvoir y parvenir grâce à notre expérience et notre résilience démontrées.

Notre engagement à relever ce défi s'appuie sur :

- ✓ **Une expertise reconnue et une résilience éprouvée** : Forts de plus de cinq ans d'expérience dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs, nous avons développé un modèle d'intervention solide. Notre résilience face à la conjoncture actuelle est la preuve de notre capacité à innover et à nous adapter. Si nous sommes appuyés, nous pourrions mobiliser cette expertise pour un impact durable.
- ✓ **L'identification de secteurs porteurs et l'adaptation à la crise** : Nous ne nous contentons pas de relancer les entreprises, nous les orientons vers des services et des secteurs à fort potentiel, même en temps de crise. Nous avons identifié que la **transformation des produits locaux** est un secteur clé, créant de la valeur et répondant à des besoins internes.
- ✓ **L'intégration de la digitalisation comme levier de croissance** : L'accompagnement financier sera lié à une stratégie de **digitalisation des entreprises jeunes**. Cela leur permettra d'accroître leur visibilité, d'établir des connexions directes avec les entreprises consommatrices et les fournisseurs, et d'assurer une meilleure promotion de leurs produits et de leur marque, une condition essentielle de survie et de croissance dans un environnement volatile.

Mobilisation stratégique de ressources externes

Pour concrétiser cette vision, nous nous engageons à mobiliser des ressources auprès de partenaires stratégiques. Nous allons nous adresser à des acteurs clés comme **Enabel, le Fonds pour l'Inclusion Financière (FPM), PNUD à travers le projet Actif II et la Coopération Suisse**. Ces collaborations nous permettront de relever les entreprises en difficulté, d'amorcer leur transformation digitale et de leur donner les moyens de passer à l'échelle, assurant ainsi un avenir économique plus stable pour les jeunes entrepreneurs du Nord et du Sud-Kivu.

En conclusion, un soutien financier ne serait pas une simple aide, mais un investissement stratégique dans une approche éprouvée. Il nous permettrait de passer de la résilience à la croissance, en renforçant les entreprises des jeunes, en les orientant vers des secteurs porteurs et en exploitant le potentiel de la digitalisation pour sécuriser leur avenir.

Le Projet OSEP II a jeté des bases solides pour le renforcement de l'entrepreneuriat jeune au Sud-Kivu. Afin de **préserver ses acquis et répondre aux enjeux d'équité et de couverture géographique**, une **stratégie de pérennisation multi-niveaux** est mise en œuvre, reposant sur :

- La structuration d'acteurs locaux comme relais autonomes ;
- L'optimisation de ressources internes (fonds tournant) ;
- La projection vers de **nouveaux partenariats** pour élargir l'impact.

Cette démarche s'inscrit dans une **logique d'appropriation locale, de continuité et d'innovation sociale**.

7. CONCLUSION

En dépit des défis complexes liés au contexte sécuritaire, les résultats du projet OSEP Phase 2 témoignent d'une résilience et d'une capacité d'adaptation remarquables, s'appuyant sur les solides fondations posées par le succès avéré de la Phase I du projet OSEP. Au-delà des chiffres, c'est l'espoir et le potentiel de toute une jeunesse que nous continuons d'accompagner. Le projet Osez Entreprendre pour une Paix Durable (OSEP) se positionne plus que jamais comme une solution concrète et efficace aux problèmes endémiques du chômage des jeunes entrepreneurs, et représente une opportunité indéniable pour les Territoires qui n'ont pas un accès facile à ce genre d'accompagnement spécialisé.

Le projet a joué un rôle majeur dans la promotion de la paix, car ses jeunes bénéficiaires sont devenus des modèles positifs dans leurs milieux. Leur succès offre une alternative vitale, dissuadant ainsi d'autres jeunes qui pourraient être tentés par des activités informelles ou illicites, sources d'instabilité, ou par un enrôlement au sein de groupes armés.

Nous sommes particulièrement fiers d'avoir dépassé nos objectifs en matière de formation et d'accompagnement entrepreneurial pour cette deuxième phase. En effet, 200 jeunes ont été formés (soit 167% de la cible initiale) et 62 plans d'affaires ont été élaborés (atteignant 155% de l'objectif).

De plus, 46 projets ont été financés (soit 115% de la cible), démontrant non seulement la motivation des jeunes du Sud-Kivu à bâtir leur avenir, mais aussi notre capacité à les soutenir concrètement. Le montant des prêts décaissés s'élève à 91 900 \$ sur une prévision de 75 025 \$, soit un taux de réalisation de 122,5%. Cette performance financière remarquable résulte directement des succès des remboursements du premier cycle et du premier semestre, et souligne notre capacité à transformer la formation en opportunités économiques tangibles.

L'obtention de l'agrément officiel de la Banque Centrale du Congo (BCC) est un jalon historique pour la COOPEC NGUVU YA USHINDI. Ce succès majeur n'est pas seulement une reconnaissance formelle de notre solidité et de notre crédibilité ; il est le fruit tangible de l'appui stratégique et continu de la Coopération Suisse, un partenariat essentiel qui renforce notre positionnement en tant qu'acteur financier de premier plan dans la région. Cet agrément nous confère une légitimité accrue et une plateforme stable pour amplifier notre impact, capitalisant sur l'expérience cumulée des deux phases du projet.

La COOPEC NGUVU YA USHINDI dispose d'atouts indéniables pour piloter ce type de projet à fort impact social et économique. Nous bénéficions d'une équipe de personnel hautement qualifié et expérimenté, rompu aux défis du terrain et ayant œuvré sur les deux phases du projet. Notre vaste expérience dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs, aussi bien en ville qu'à travers les territoires reculés de la province du Sud-Kivu, nous confère une expertise unique, déjà éprouvée par les nombreux succès des incubés d'OSEP I. De plus, notre stabilité financière, adaptée même au contexte de crise, et nos infrastructures confortables, combinées à l'adoption de solutions numériques innovantes telles que les Points de Vente (POS), nous permettent d'offrir des services efficaces et accessibles.

Certes, le taux de remboursement des crédits a été impacté par les événements de force majeure. Alors qu'au premier semestre, avant la guerre, nous avons réalisé un excellent taux de remboursement de 96%, la situation s'est malheureusement dégradée pour atteindre de 52% après l'occupation, paralysant une partie du circuit économique. Mais nous avons fait le choix stratégique

de la flexibilité et de l'accompagnement : l'annulation des pénalités, la renégociation des échéances et l'octroi de périodes de différé sont autant de mesures fortes pour permettre aux jeunes entrepreneurs de redresser la barre et de reconstituer leur capital dans la durée. Nous sommes convaincus que cette approche favorisera leur résilience et relancera le dynamisme économique local.

Tournés vers l'avenir, nous restons animés par une ambition forte : celle de déployer des agents bancaires directement dans les territoires et dans la ville de Bukavu pour offrir des services de proximité aux jeunes entrepreneurs. Il reste également à signaler que nous avons l'ambition de digitaliser les entreprises des jeunes afin de leur offrir une plateforme numérique constituant une vitrine afin de faire valoir et faire connaître au grand public leurs produits et leurs entreprises.

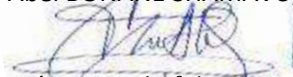
Ces projets, qui auraient un impact transformateur sur l'inclusion financière et le développement communautaire, sont actuellement en attente d'une nouvelle opportunité de financement. Nous sommes confiants que, fort de succès cumulés sur OSEP I et OSEP II et de sa crédibilité renforcée par l'agrément de la BCC, la COOPEC NGUVU YA USHINDI saura attirer les partenaires nécessaires pour concrétiser cette vision.

En cette période où les accords diplomatiques en cours insufflent un vent d'espoir pour la fin de la guerre et la restauration d'une paix durable, nous voyons se dessiner un horizon où le plein potentiel de nos jeunes entrepreneurs pourra s'épanouir sans entraves. La COOPEC NGUVU YA USHINDI est prête à jouer son rôle pivot dans cette reconstruction et cette croissance. Nous encourageons chaque acteur, chaque partenaire, et surtout chaque jeune entrepreneur, à persévérer avec optimisme.

Ensemble, fort de notre expérience et de notre résilience, nous bâtissons un avenir prospère et pacifié pour le Sud-Kivu.

Pour le Consortium Coopec Nguvu ya Ushindi- Conseil Provincial a la Jeunesse,

Abel BONANE SHAMAVU


Gérant et Chef de Projet

